21/10/2026

Guillaume Duval,
Conseiller, avenir de l'intégration européenne

BLOG POST

Pourquoi le projet de budget de Marine Le Pen menace l'avenir de l'Europe (et donc de la France)



Le 6 septembre dernier Marine Le Pen a présenté le contre-projet de budget qu'elle propose pour l'année 2027 et la politique budgétaire qu'elle entendrait mener au cours de son quinquennat si elle est élue présidente de la République au mois de mai prochain, une hypothèse qui, aujourd'hui, ne semble pas improbable. Une des principales économies qu'elle prévoit de réaliser consiste à réduire drastiquement le financement de l'Union Européenne par la France. En agissant ainsi elle menacerait cependant l'avenir du continent, et donc de la France.

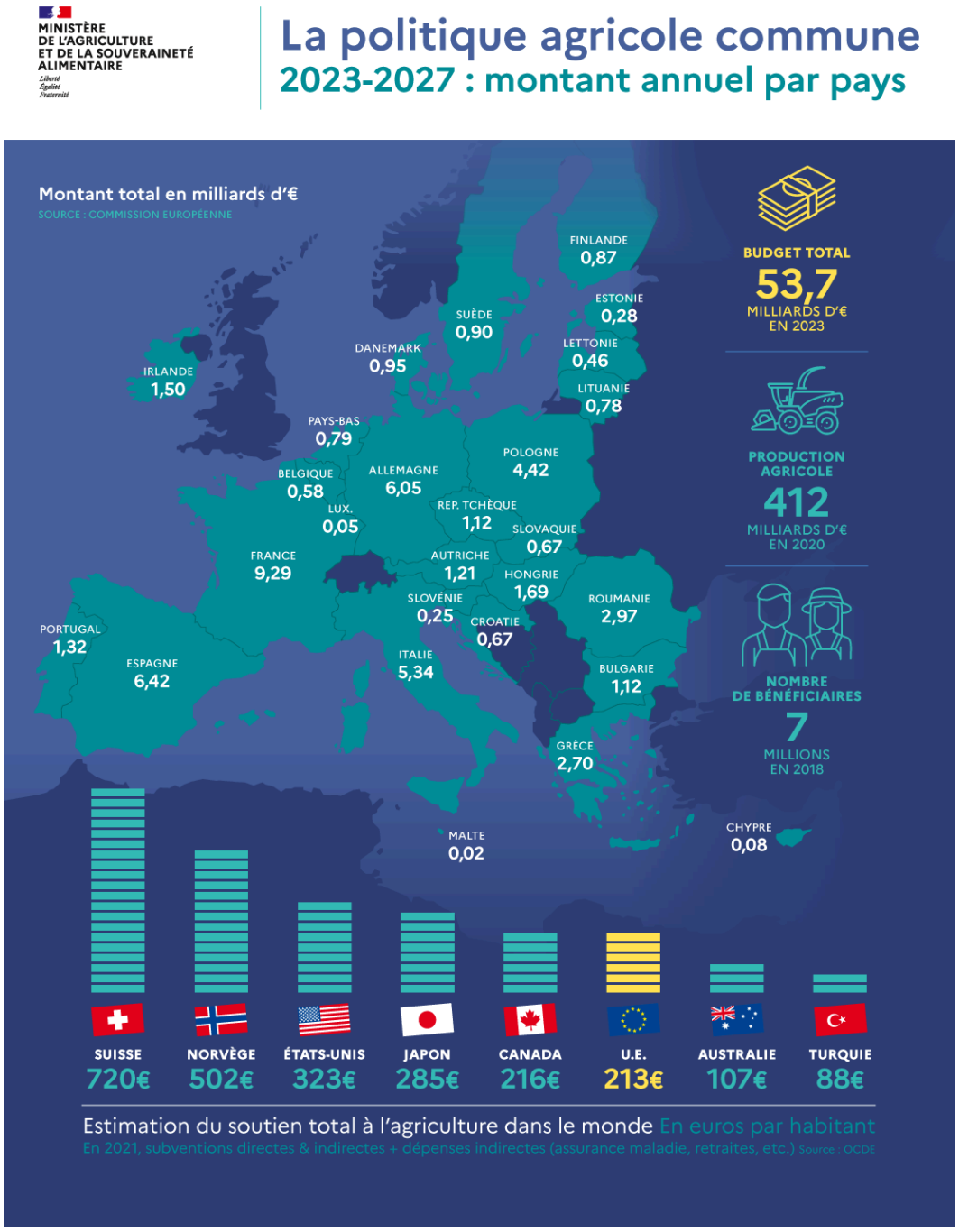
C'est quasi exclusivement à travers une baisse massive des dépenses publiques que Marine Le Pen entend rétablir l'équilibre des comptes publics. Elle a indiqué en effet vouloir ramener ces dépenses sous la barre des 50 % du PIB en 2032 contre 57,5 % cette année. Sous cet angle, Marine Le Pen s'inscrit donc pleinement dans le courant porté aux Etats-Unis par Donald Trump ou en Argentine par Javier Milei. Elle prévoit ainsi de nombreuses coupes dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat ainsi que dans les dépenses sociales reçues par les travailleurs immigrés mais aussi par les autres.

I • Diviser la contribution française à l'UE par cinq

Mais une partie significative des économies qu'elle entend faire, 11,1 milliards d'euros dès 2027 et 15,3 milliards par an d'ici 2032, consiste à réduire la contribution française annuelle au budget de l'Union Européenne tout en réclamant parallèlement à l'UE le reversement de 2,2 milliards d'euros de droits de douane perçus aux frontières de l'hexagone.

La contribution de la France au budget de l'UE est de l'ordre de 25 milliards d'euros par an actuellement. Il s'agirait donc de la faire baisser de 60 % au cours de son quinquennat.

Le budget de l'Union Européenne ne pèse pourtant que 1,1 % du PIB des 27. Et une part essentielle de ce budget, un tiers, sert aujourd'hui à financer la Politique Agricole Commune (PAC), dont la France est, de très loin, le principal bénéficiaire parmi les 27. C'est cette politique qui, seule, permet de maintenir l'agriculture française à flot même si on peut débattre de la façon dont cette manne est répartie aujourd'hui.



Au vu de la situation dramatique que connaissent nombre d'agriculteurs français actuellement, on peut s'interroger sur leur avenir si les « économies » prévues par Marine Le Pen étaient effectivement mises en œuvre. Si l'Etat devait se substituer à la PAC pour soutenir leurs revenus, cela n'engendrerait en tout cas strictement aucun gain pour les contribuables français.

Par ailleurs le consensus est large parmi tous les observateurs et tous les acteurs économiques pour considérer que la France et l'Europe ne peuvent avoir une chance de s'en sortir dans le contexte géopolitique actuel que si nous faisons plus ensemble au niveau européen, même s'il existe bien entendu également des divergences sur les priorités à définir et les manières de le faire.
Face au changement climatique et à ses conséquences de plus en plus dramatiques, nous avons besoin en effet de mécanismes de solidarité européens plus puissants en cas de catastrophes naturelles et d'une protection civile renforcée à l'échelle de l'Union, avec notamment par exemple une flotte européenne de canadairs.
Pour réussir à maitriser la crise énergétique que nous traversons actuellement, nous aurions besoin de stocks stratégiques européens plus importants et de mettre en place des achats en commun de gaz et de pétrole. Pour accélérer l'électrification de nos économies, nous devons renforcer les interconnexions et intégrer bien davantage nos systèmes électriques tout en soutenant plus fortement cette transition à l'échelle de l'Union.

Avec le déficit dramatique de nos échanges de produits industriels avec la Chine, notamment dans les domaines liés à la transition énergétique, nous aurions besoin d'une puissante politique industrielle étroitement coordonnée à l'échelle européenne et dotée de moyens conséquents pour avoir une petite chance que l'industrie européenne puisse résister au rouleau compresseur chinois.

Face à l'agression russe contre l'Ukraine, et de plus en plus contre tous les pays de l'Union, nous avons d'autant plus besoin de renforcer rapidement notre défense que parallèlement les américains se désengagent. Mais cela n'aurait aucun sens - et aucune efficacité - de le faire chacun pour son compte à l'échelle nationale, notamment au niveau des industries de défense. Ce qui impose de se doter en commun de moyens financiers de taille significative.

Face à la dépendance dramatique dans laquelle nous sommes en Europe à l'égard des géants de la tech américaine, avec des conséquences potentielles très lourdes en matière notamment de libertés et de démocratie, il faudrait investir massivement pour pouvoir rattraper notre retard et rétablir notre souveraineté comme le suggérait notamment les rapports de Mario Draghi et Enrico Letta en en 2024. Mais cela ne peut avoir de sens, et de chance de succès, que si nous le faisons ensemble à l'échelle de toute l'Union : des enjeux comme l'IA ou la microélectronique ne peuvent évidemment pas être maîtrisés au niveau national.

Bref, ce n'est évidemment pas de moins d'argent que l'Union aurait besoin pour son budget mais au contraire de beaucoup plus. Et on peut malheureusement regretter que dans le cadre de la négociation en cours autour du Cadre Financier Pluriannuel 2028-2034, les dirigeants de l'Union ne soient pas prêts à répondre à cet impératif en augmentant significativement le budget de l'UE ni à s'endetter en commun de nouveau comme le préconisait Mario Draghi ainsi que cela avait été fait en 2020 avec Next Generation EU.

Mais les coupes préconisées par Marine Le Pen pour la contribution française au budget de l'Union aggraveraient évidemment encore beaucoup les choses et bloqueraient toute perspective de parvenir un jour à mettre davantage de moyens en commun pour faire face aux défis que les Européens doivent affronter au cours des prochaines années. Elle ne le dit pas ainsi ouvertement parce que les Français ont compris que, seuls, ils ne pourraient jamais s'en sortir et que cela lui ferait perdre des voix, mais cette volonté de priver l'UE de quasiment tous ses moyens d'action revient en pratique à vouloir la fin du projet européen.

II • Le RN veut empêcher l'Europe de résister à Trump, à Xi et à Poutine

L'argent c'est le nerf de la guerre dit-on à juste titre. En voulant priver l'Union Européenne de ressources suffisantes, Marine Le Pen ferait en effet perdre à coup sûr à la France et à l'Europe la bataille face au changement climatique et pour la sortie des fossiles, la bataille pour l'indépendance de l'Ukraine et contre la menace militaire russe, la bataille contre le déferlement industriel chinois tout comme la bataille contre la domination des big techs américaines sur nos vies.

A vrai dire les seuls qui pourraient se réjouir de voir une telle politique effectivement mise en œuvre seraient Donald Trump, Vladimir Poutine et Xi Jinping. Marine Le Pen prétend souvent défendre la souveraineté de la France mais avec ses propositions concernant la contribution française au budget de l'Union Européenne, ce sont en réalité surtout les intérêts de puissances étrangères hostiles à la France et à l'Europe qu'elle promeut.